

EVALUATION DE LA LOI GAROT DE 2016 CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Par G. Melchior (LREM) et G. Garot (Soc.)

Un « bilan positif » selon les acteurs de la lutte anti-gaspillage

- ▶ **+ 24%** : dons d'invendus alimentaires aux Restos du Cœur
- ▶ **+ 23%** : dons d'invendus alimentaires aux Banques Alimentaires
- ▶ Une **prise de conscience générale** : le gaspillage alimentaire, un non-sens éthique, économique, écologique
- ▶ Des **actions concrètes** partout dans le pays : associations, entreprises, collectivités mobilisées sur les territoires

Des freins dans la mise en œuvre de la loi

- ▶ Des **contrôles** manifestement insuffisants
- ▶ Une **qualité des dons** parfois problématique
- ▶ **Prévention et éducation** relèvent uniquement de la volonté des acteurs

14 propositions pour une nouvelle étape contre le gaspillage alimentaire

1. **D'avantage de contrôles** et des **sanctions plus fermes**, avec des sanctions au poids.
2. Des **produits sans limitation de date**, comme les pâtes, le riz et les boîtes de conserve en bon état.
3. Un **Fonds national de lutte contre le gaspillage alimentaire**, pour cofinancer des audits et des **moyens logistiques**.
4. Un **label « anti-gaspi »** et une **fiscalité écologique cohérente** : inciter à donner plutôt que jeter.
5. **D'avantage de traçabilité** : les **dates de consommation dans les codes-barres**.
6. Mettre en place une **politique de prévention du gaspillage du champ à l'assiette**.
7. **Associer les petits commerces alimentaires à la lutte contre le gaspillage alimentaire** par le don, en établissant des conventions si des associations locales les sollicitent.
8. **De nouveaux gisements d'aliments à sauver de la poubelle**, comme les denrées confisquées par les douanes.
9. **Favoriser les dons entre particuliers** en clarifiant les responsabilités juridiques.
10. Mieux coordonner la **politique publique de lutte contre le gaspillage alimentaire**.
11. Achats publics : intégrer des **recommandations « anti-gaspi »**.
12. La **lutte contre le gaspillage dans les enseignements scolaires**, à intégrer dans des programmes d'éducation à l'éco responsabilité.
13. Donner une **définition législative au gaspillage alimentaire**.
14. **Transparence** : une **enquête nationale de mesure du gaspillage alimentaire**.